

Education et Enseignement

CHATELAIN François et COUSINET Roger, *Initiation à l'éducation nouvelle*, dans L'ECOLE NOUVELLE FRANÇAISE, Paris, Editions les Cahiers de l'Enfance, 11, rue de Clichy, Paris (9e), 1966.

« Faire agir l'enfant », tout est là, et il n'y a pas d'autre moyen de l'aider, car c'est une loi élémentaire de psychologie : « une fonction, une aptitude ne se développent que par l'activité ». « L'enfant, disait déjà Rabelais, n'est pas un vase que l'on emplit, mais un feu qu'on allume ». A contempler le caractère passif de l'enseignement donné à notre jeunesse, il y a lieu de croire que bien peu de ceux qui s'honorent du nom de professeur ont réellement médité sur le problème permanent de l'éducation scolaire et sur les idées des grands précurseurs. On jette le nom de ceux-ci dans la conversation. On émaille ses discours de leurs citations, sans aller au-delà. Ce petit livre, synthèse des étapes de l'éducation nouvelle, vient opportunément nous rappeler que les débordements de notre jeunesse auraient pu être évités si on s'était penché, avec des moyens adéquats, sur les judicieuses suggestions des psycho-pédagogues. Les historiens enseignants pourraient y réfléchir, eux qui sont particulièrement contestés aujourd'hui.

R.V.S.

COULON Marion, *La planification de l'enseignement en Belgique, étude de sociologie de l'éducation*, Bruxelles, Institut Solvay, 1966.

Aucun pédagogue engagé dans l'enseignement belge ne peut ignorer les problèmes qui subsistent au moment où s'achève la période d'application du Pacte scolaire. Avec la pugnacité qui le distingue, l'auteur met en évidence les rétroactes, souligne les lacunes, démasque les équivoques. Il reconnaît les succès remportés par la scolarisation et l'amélioration des réseaux scolaires grâce au Pacte. Il en souhaite la reconduction, mais

il la subordonne à une « planification intégrale » qui cesserait de faire porter sur l'Enseignement de l'Etat les économies que certains gouvernements sont amenés à réaliser, qui rallierait dans le seul département de l'Education toutes les institutions de formation sans distinction, qu'elles relèvent de l'éducation ou de la culture. Il plaide pour une planification prospective efficace et soumet un projet qui pourrait servir de base à une remise en ordre qui n'a que trop tardé. L'idée est datée de février 1966, nous sommes en août 1968.

L'historien sera heureux de trouver ici une substantielle introduction historique à notre système scolaire.

R.V.S.

LE FILM D'ENSEIGNEMENT EN BELGIQUE, *Aspects de son utilisation et perspectives de promotion*, Etude du Centre National de Sociologie du Travail, Section « Loisirs et Culture Moderne », Les éditions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1963, 194 pages, 195 francs.

Bien qu'il semble évident à certains, que le cinéma puisse aider l'enseignement, beaucoup de professeurs ne sont pas encore acquis à cette nouvelle méthode. C'est dans le but de rendre le lecteur conscient de ce moyen moderne de communication, que des groupes d'étude se sont réunis pour exposer les solutions cherchées et les buts fixés, c'est-à-dire intégrer la culture cinématographique dans l'enseignement secondaire, mettre les techniques audio-visuelles, spécialement le cinéma, au service des enseignants.

Des groupes de travail avaient été constitués pour étudier le cinéma d'enseignement, les recherches et les productions expérimentales, et le cinéma adapté aux diverses disciplines.

Concernant le cinéma et l'enseignement de l'histoire, trois pages y sont consacrées, mettant l'accent sur le fait que le cinéma doit être un instrument pédagogique de tous les jours et non un musée

lointain, où, pour une demi-heure utile, il en coûte deux heures de déplacement.

On nous dit où et comment se procurer des films d'histoire, et Madame Marcelle WEILL fait le bilan de son expérience personnelle à travers 3 ou 4 films. Il est certain qu'il faut fixer des critères pour un bon film pédagogique : durée réduite 15 à 30 minutes, observation précise, formation esthétique, contact direct avec le document.

Partant peut-être de cette étude, le Ministère de l'Education Nationale a créé des commissions de choix de films, composées de professeurs d'histoire, qui connaissent à la fois l'histoire et le cinéma. Nous devrions aller plus loin, et mettre au point des méthodes d'investigation telles celles qu'a mises au point le département du cinéma du Centre Audio-visuel de SAINT-CLOUD.

La recherche doit porter sur l'étude de la valeur pédagogique du film, de la rentabilité de l'emploi du film, de l'amélioration progressive de l'efficacité, de la mise au point d'une pédagogie de l'emploi du film et de la mise au point de méthodes de production économique.

Comme le dit un des auteurs de cette étude, il faudra vaincre des difficultés : difficultés de l'équipement 16 millimètres sonore, difficultés de l'utilisation pédagogique : insuffisance ou absence d'exploitation pédagogique, cinéma de type récréatif plus que cinéma d'enseignement, difficultés de distribution.

Comme le film d'enseignement peut être tout simplement le transfert dans une classe d'une réalité éloignée dans l'espace ou et dans le temps, de phénomènes exceptionnels, il peut être aussi l'outil de pénétration dans une réalité non soumise aux lois humaines. Il est grand temps pour tous de prendre conscience de la valeur informative du cinéma et du gain de temps extraordinaire qu'il permet de réaliser.

Nous qui avons ici toujours préconisé l'emploi des films dans l'enseignement, nous souhaitons que cet ensemble d'études soit lu et retenu par les professeurs de tout enseignement, mais spécialement des professeurs d'histoire.

Pour terminer, nous reprendrons la conclusion de Jean BRISMÉE, tout en peut-être la mitigeant un peu : « Le temps du verbe est passé » et nous redirons avec Gance : « Le temps de l'image est venu ». Nous nous permettrons d'ajouter : « Et aussi le temps de l'action ».

J.D.

Ethnologie

DUMONT Louis, *Homo hierarchicus, essai sur le système des castes*, dans *Bibliothèque des sciences humaines*, Paris, NRF, éd. Gallimard, 1966.

Les sciences de l'homme envahissent notre culture de manière de plus en plus évidente. Elles brisent les compartiments d'école. L'historien ne peut que s'en réjouir. Pour éclairer les notions d'égalité et de liberté de notre société occidentale, nous découvrons dans le présent ouvrage une étude ethnologique de la société de caste. Une vision superficielle avait défini ce système par trois principes : séparation, hiérarchie, interdépendance. Ces trois éléments n'en font qu'un et se subordonnent à la distinction fondamentale entre le pur et l'impur, structure de base. L'analyse du pouvoir et du territoire, de la fonction royale, des droits sur le sol, de la justice, de l'administration débouche sur des aspects comparatifs relatifs aux sociétés non hindoues. Il en résulte qu'il existe dans les sociétés individualistes et égalitaires occidentales des résidus de sociétés hiérarchiques : le racisme, le totalitarisme en sont des manifestations, de même que le besoin de plus en plus net constaté aujourd'hui de penser l'individu dans son contexte social. L'homme idéalement autonome de la société bourgeoise « était au plan du fait le plus dépendant qui soit de ses semblables, enserré dans un développement sans précédent de la division du travail ». Il confirme que le domaine politique n'est pas un domaine spécial, mais que la société entière ne peut se passer du langage politique. Mais de grâce, donnez à politique son sens étymologique.

R.V.S.

SIMONIS Yvan, *Claude Lévi-Strauss ou la Passion de l'Inceste, Introduction au structuralisme*, Coll. « Recherches économiques et sociales, Paris, Aubier-Montaigne, 1968.

Pour l'ethnologue, toute manifestation de conscience constitue un phénomène de culture. Claude Lévi-Strauss a recherché la clé du passage de la Nature à la Culture, c'est-à-dire du passage de l'inconscient au conscient. L'étude des lois de l'interdiction de l'inceste lui a fourni le

matériel nécessaire pour établir que ces attitudes constituaient non l'expression juridique d'une constatation biologique fondée sur les phénomènes de consanguinité, mais la concrétisation d'un système de communications : un langage, assurant la coexistence sociale des individus. La femme, objet du désir sexuel devient le signe de l'alliance, donc de la sociabilité. Marx, Freud et la géologie sont les trois sources d'inspiration de la pensée de C. Lévi-Strauss. L'A. étudie les démarches de cette pensée et aide de la sorte à clarifier les cheminements du structuralisme en précisant notamment les termes de vocabulaire et en soulignant les relations. L'ethnologie aide l'homme à découvrir dans les résidus laissés pour compte par les sciences de la culture occidentale les moyens d'un nouvel humanisme en rejetant la supériorité absolue de l'Occident : « Elle peut être la discipline dont naîtra la sagesse des hommes de demain ».

L'histoire constitue pour le structuraliste un outil essentiel. Indépendamment de sa fonction documentaire, il s'intéresse à elle comme explication. Il la désigne comme œuvre de conscience subjective plutôt que comme science objective. L'histoire science est un code, dès que l'historien s'en rend compte, qu'il s'aperçoit de la discontinuité, lui qui croyait à la continuité, il réduit l'histoire à sa méthode : « L'histoire consiste entièrement dans sa méthode, dont l'expérience prouve qu'elle est indispensable pour inventorier l'intégralité des éléments d'une structure humaine ou non humaine ».

Ceci confirme l'irremplaçable valeur formative de l'histoire à condition qu'elle renonce à l'encyclopédisme et à la vanité de la Vérité.

R.V.S.

CAZENEUVE Jean, *L'ethnologie*, dans *Encyclopédie Larousse de poche*, Paris, Larousse, 1967.

Au moment où les dimensions du Monde atteignent toute leur ampleur, alors que notre civilisation se trouve confrontée avec les civilisations étrangères, volontiers qualifiées de primitives et vouées à disparition en raison de l'expansion européenne, les événements rappellent les Occidentaux à plus de modestie. Aussi est-il bon d'alimenter sa réflexion à des sources qui pour paraître étranges n'en

sont pas moins pleines d'enseignement pour l'historien soucieux de comprendre et d'expliquer le monde où il vit. L'ethnologie nous y aide, qui s'efforce, à partir des données de l'ethnographie, d'éclairer les phénomènes de culture ou de civilisation tels qu'ils apparaissent dans les sociétés différentes de la nôtre, pour préparer ainsi la voie à une meilleure compréhension des mœurs, coutumes et institutions de l'humanité en général. Ce petit livre constitue un bon aide-mémoire. Il clarifie et classe les faits, les théories et les conceptions touchant l'étude des peuples archaïques, il analyse les phénomènes de croyance, les rites, les systèmes sociaux, les éléments de la vie matérielle, intellectuelle et esthétique dont les aspects propres à ces peuples peuvent se découvrir dans le patrimoine historique des peuples les plus évolués d'aujourd'hui. Parmi les 250 définitions de la culture, celle-ci : « La culture, c'est ce qui différencie l'homme de l'animal, c'est tout ce qui façonne en lui et pour lui la collectivité dans laquelle il vit ». La technique : « tout acte traditionnel efficace ». A méditer.

R.V.S.

Histoire des Sciences

Mirko Drazen GRMEK, *Prolégomènes à une histoire générale des sciences*, dans *Annales. Sociétés, économies, civilisations*, t. 20, p. 138-146, à Paris, 1965.

A propos de Georges SARTON, savant belge mort en 1956, auquel les U.S.A. accordèrent une audience que la Belgique ne sut lui ménager, l'A. rappelle que : « Face à l'élan impétueux et prodigieux du progrès scientifique, l'homme moderne ressent le désir de jeter un coup d'œil en arrière... Il devient conscient de l'importance pratique de plus en plus nette des réalisations scientifiques, des implications et des conséquences de plus en plus prononcées de la pensée scientifique dans la vie quotidienne. La découverte du courant électrique, de la désintégration radioactive de la matière, ou de la pénicilline transforme la vie individuelle et sociale d'une façon plus profonde et plus durable que les victoires et les défaites sur les champs de bataille ou que la destinée des souverains... L'histoire des sciences devient de plus en plus une discipline militante qui sert à une meilleure connais-

sance et à l'avancement des idées scientifiques, à l'enrichissement de l'Histoire générale et de la Sociologie, à l'appréciation critique des problèmes scientifiques et à l'élaboration de la méthodologie des recherches scientifiques.» Il rappelle encore que G. SARTON estimait nécessaire de faire la synthèse des sciences à des époques données et qu'il était nécessaire d'opérer des simplifications afin d'amener une compréhension plus profonde des problèmes. « L'acceptation générale des idées simples est difficile et rare, disait-il, et c'est seulement quand les idées simples fondamentales ont été acceptées qu'il devient possible de parvenir à un niveau plus élevé. » Il fustige ceux qui estiment que l'histoire des sciences ne concerne que des erreurs qu'il y a lieu d'oublier au plus vite : « Les erreurs scientifiques d'autrefois sont, en effet, la base et font partie intégrante des vérités d'aujourd'hui. La caractéristique essentielle des sciences c'est qu'elles progressent par cumul. Evidemment ce cumul n'est pas une simple addition ; son étude a d'autant plus une grande valeur heuristique. »

R.V.S.

Alexandre KOYRE, *Etudes Galiléennes, Histoire de la Pensée Scientifique*, XV, Hermann, Paris, 1966.

Le livre reprend trois études publiées par le même auteur avant 1934 : A l'aube de la science classique - la loi de la chute des corps : Descartes et Galilée - Galilée et la loi d'inertie. Ces trois études avaient d'ailleurs fait l'objet d'une publication d'ensemble aux Actualités Scientifiques et Industrielles. Des traductions en anglais et en italien sont annoncées.

La première étude résume d'abord largement les principes aristotéliens en vigueur jusqu'à l'époque galiléenne et leur importance prépondérante du moyen âge. L'accent est mis à juste titre sur le concept d'« *impetus* » (ou quantité de mouvement) pour lequel l'auteur développe surtout les travaux de Benedetti.

La seconde étude contient une analyse assez rapide des conceptions cartésiennes et galiléennes et leur influence réciproque.

La troisième étude est beaucoup plus détaillée et montre de manière remarquable l'évolution du concept d'inertie à partir de Copernic, G. Bruno, Kepler jusqu'à Galilée.

Un important paragraphe est consacré à la physique de Galilée. Enfin, l'auteur a ajouté en appendice une étude historique sur « l'élimination de la pesanteur » en opposant les conceptions galiléennes et cartésiennes.

Le livre est très agréablement présenté, des notices historiques et des envois bibliographiques aux textes originaux confirment le sérieux avec lequel le travail a été conçu. Nous regrettons néanmoins que l'auteur n'ait pas plus insisté sur un aspect capital de la physique galiléenne, à savoir que Galilée ait été le premier à introduire de façon nette la méthode expérimentale en physique, l'observation et la mesure des phénomènes pouvant primer l'interprétation des textes scholastiques.

J.D.

GALILEE, *Dialogues et lettres choisies*, Traduction et introduction de Paul-Henri MICHEL. Choix des textes : Giorgio di SANTILLANA. Collection Histoire de la Pensée, XIV, Hermann, Paris, 1966.

Les dialogues repris ici concernent : les discours sur les comètes, un fragment de « L'essayeur », le dialogue sur les grands systèmes et sur les sciences nouvelles. Les lettres choisies, brièvement introduites par G. di Santillana, sont au nombre de vingt-six et d'importance assez inégale, s'adressant tant à des hommes de science (Kepler, Dini) qu'à des protecteurs et princes (Belisario Vita, Julien Médicis Picchena, etc...)

Par les introductions respectives, ces extraits mettent remarquablement en évidence le rôle historique de Galilée en tant que fondateur de la méthode expérimentale et du rationalisme scientifique.

J.D.

Histoire des mentalités

CONFINO Michael, *Histoire et psychologie : à propos de la noblesse russe au XVIII^e siècle*, dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, t. 22, p. 1163-1205, Paris, 1967.

Le Manifeste du 18 février 1762, libérant la noblesse russe du service obligatoire de l'Etat, lui confirmant le pouvoir de posséder des serfs, accentua sa situation anormale au sein de la société russe.

Le repli sur soi qu'il entraîne la coupe tant de la société paysanne que des milieux intellectuels libéraux. Un grand vide caractérise dès lors cette collectivité animée d'une vie bruyante, mais illusoire et sans but. Les « grands mots étrangers » prennent dans ce contexte un sens littéral. Ils deviennent des dogmes absolus très éloignés de leur sens relatif occidental. Ainsi la noblesse perd la capacité de comprendre la réalité russe. Il en résulte une haine à l'égard de cette réalité. Les guerres napoléoniennes changèrent cette attitude. Les fils de ces nobles continuèrent à ne pas connaître la réalité, mais cessèrent de l'ignorer. Cette thèse classique est complétée par l'américain Marc RAEFF qui insiste sur le rôle du service de l'Etat sur la formation du monde conceptuel et les attitudes de la noblesse, ainsi que sur la fonction des idées occidentales dans l'élaboration de la vision du monde et dans le comportement des nobles. Il se demande si le déracinement de la noblesse russe n'explique pas celui de l'intelligentsia au XIXe siècle.

Le noble apparaît comme un isolé. Le service de l'Etat l'isole des réalités du peuple ; la formation d'une bureaucratie professionnelle l'isole de l'Etat ; et les institutions bureaucratiques de l'Etat le prive du contact personnel et immédiat avec le Tsar. La psychologie du noble est influencée par la frustration éprouvée dès l'enfance en raison de la vie anarchique du domaine en l'absence du père. Cette hypothèse est évidemment contestable, car beaucoup de témoignages insistent sur l'attachement du noble russe à la vie paysanne du village. Seule la haute noblesse (3 %) a pu se trouver dans les conditions favorables au déracinement. Le reste vit aux confins de la médiocrité, car les revenus de la petite et moyenne noblesse sont faibles, ce qui explique son endettement. Quant à l'intelligentsia qui devrait être doublement aliénée parce que composée de nobles et d'*intelligenti*, si elle s'isolait idéologiquement, elle était, au contraire, profondément enracinée dans le milieu social du point de vue économique, social et culturel.

Quelques tableaux statistiques et textes intéressants pour le professeur.

R.V.S.

BEC Christian, *Mentalité et vocabulaire des marchands florentins*, dans *Annales*, t. 22, p. 106-1226, Paris, Colin, 1967.

Véhicule de la pensée, le langage de chaque époque en exprime l'esprit, comme il reflète les mentalités des groupes sociaux, il renseigne sur les genres de vie par-là même. Au XVe siècle, dans le milieu de marchand florentin, on a une notion attentive, réfléchie du temps, au contraire de l'aventurier dont le réflexe doit être immédiat, le marchand calcule. L'époque est difficile d'où l'invocation incessante de la *fortuna* : « A dire vrai, le trafic et la conservation de l'argent sont très difficiles et dans les mains de la fortune, rares sont ceux qui savent l'administrer au milieu de toutes les tempêtes (fortuna) contraires, des exils et des catastrophes », écrit le mercator Giovanni Rucellai à ses fils. Le risque, ainsi invoqué, permet de justifier le gain usuraire. La substitution de la notion de fortune à celle de providence résulte de l'apparition d'une vision humaniste des choses.

L'esprit nouveau apparaît aussi dans le souci de la précision dans les usages du commerce, même s'ils sont approximatifs, les chiffres n'en sont pas moins indicatifs de la tendance. On est fier de la cloche de l'horloge qui sonne les heures jour et nuit, mais le temps reste considéré dans sa valeur action : le temps d'un *miserere*, le temps d'un *pater noster* ou d'une pipe. Le proverbe : « Qui a du temps et attend, perd son temps » est significatif. La distance temps devient essentielle. On date ses itinéraires et ses activités. Par la raison, exigence de justice, souci de précision, désir de logique, le monde se trouve humanisé. Nous découvrons là l'aube du positivisme, mais tempéré par la prudente synthèse de savoir, de prévoir et de vouloir.

R.V.S.

PLATELLE Henri, *Journal d'un curé de campagne au XVIIe siècle*, coll. « Chrétiens de tous temps », Paris, Ed. du Cerf, 1965.

A l'histoire vue par les princes, la démocratisation des études substitue de plus en plus l'histoire vue par le peuple, Quoi que relative au plus grand nombre, celle-ci a laissé bien moins de traces que la première. Ceci n'en augmente que la va-

leur de celles qui nous sont parvenues. Le Journal du Curé de Rumignies dans le Tournaisis nous apporte confirmation que, sous le règne de Louis XIV, « le peuple mourait de faim au son des *Te Deum* ». A dire vrai, il n'y en avait plus guère dans les années 1709-1711 où la région connaît les ravages de l'occupation et des opérations militaires : « Le jugement dernier sera-t-il plus effroyable ? » se demande le bon curé constatant qu'en trois mois trois cents de ses paroissiens ont peuplé de leur nom le registre aux décès : « Si je voulais écrire toutes les calamités de l'an 1709, je ne finirais jamais, la pauvreté du peuple si effroyable, que je ne me sens point capable de l'exprimer qu'avec mes larmes ! ». La Table des pauvres fut contrainte d'aliéner ses immeubles : « On doit remarquer que cette terre n'a été vendue que la moitié de ce qu'elle valait. Je crois que dans la suite les souverains casseront tous ces actes et qu'on sera en état d'y rentrer moyennant finance la somme... Je crois que toutes les ventes d'héritage qu'ont faites tous les honnêtes pauvres seront révoquées. Il y a dans tous les contrats lésion et plus que lésion, car on achetait un cent de terre 25 à 30 livres, ce qui en valait cent et plus. Et les pauvres disaient qu'ils mettaient un cent de terre à la fois dans leur four ». Naïve confiance dans la justice de l'oint du Seigneur de ces frustes paysans dont leurs voisins disaient : « Il faut aller mendier sur la terre de Saint-Amand, ce sont des *gueux* (rebelles du XVI^e siècle), ils donnent plus l'aumône que les autres » et qui se félicitent après la paix d'Utrecht « tant la joie était générale après cette paix et de se revoir encore sujet de Louis XIV ». La mort de ce prince fait espérer beaucoup de la régence du duc d'Orléans, « car il a infiniment d'esprit ». L'expérience Law est jugée par ses effets : « Tout ce qu'on peut dire, c'est que les argents hauts et ces billets de banque ont sauvé tous les malheureux, et que ces deux endroits ont libéré tous nos paysans de leurs vieilles rentes qu'ils ont remboursées. Ce qui fait suer tous nos théologiens pour assurer si cela se pouvait ou ne se pouvait point en bonne conscience. ».

R.V.S.

Histoire du Socialisme

DOMMAGET Maurice, *Histoire du drapeau rouge des origines à la guerre de 1939*, Paris, librairie de l'Etoile, 1967.

A l'heure où le drapeau noir se dresse à côté du drapeau rouge, il n'est pas inutile de rappeler la signification historique de cet emblème dont la vue épouvante encore bien des bonnes gens. En 1789, le fanion rouge est un signe invitant la foule à se disperser. Le sens évolue après 1792, mais ce n'est que lors des révolutions de 1830 et 1848 qu'il est adopté par les classes laborieuses insurgées. Il constitue le signe de la puissance populaire et non la volonté de retourner à la Terreur, effroi des bourgeois. Il appelle à la justice et à la réconciliation internationale. L'ouvrage relève à côté des manifestations de haine de la bourgeoisie le fétichisme qu'inspire le drapeau rouge à certains milieux.

R.V.S.

L'ACTUALITE DE PROUDHON, Colloque de novembre 1965, Centre national d'études des problèmes de sociologie et d'économie européenne, Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 258 pages, 390 francs.

L'année 1965 marque le centenaire de la mort de Pierre-Joseph PROUDHON. C'est à cette occasion que le Centre national d'étude des problèmes de sociologie et d'économie européenne présente le compte rendu d'un colloque sur l'actualité de PROUDHON. Plusieurs personnalités et historiens ont pris la parole, notamment Monsieur DOUCY, directeur de l'Institut de Sociologie, Monsieur Fernand DEHOUSSE, à ce moment-là Ministre de l'Education Nationale, Monsieur J. BANCAL, chargé de mission à la direction de la prévision du Ministère des Finances et des Affaires économiques de France. Une intervention de Monsieur GURVITCH. Madame Annie KRIEGER, maître de conférence à la faculté des lettres de Nancy, Monsieur Daniel GUERIN, homme de lettres, Monsieur Joseph LAJUIE, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Bordeaux, Monsieur B. VOYENNE, professeur au centre de formation des journalistes de Paris, Monsieur G. GORIELY, professeur à l'Uni-

versité Libre de Bruxelles, Monsieur J. BARTIER, professeur à l'Université Libre de Bruxelles et ce colloque s'est terminé par des conclusions tirées par Monsieur R. RIFFLET, administrateur-directeur du Centre.

Certains ont recherché les structures économiques pratiques préconisées par PROUDHON, qui, comme on le sait, oscille entre l'arbitraire de la propriété, le monopole et l'absolutisme de l'Etat totalitaire.

D'autres essayent de reprendre les thèmes communs entre PROUDHON et le syndicalisme révolutionnaire. M. GUERIN a exposé la conception proudhonienne de l'auto-gestion ouvrière. Il dit ensuite comment ont évolué les conceptions initiales de PROUDHON, quelles critiques il a soulevées.

Monsieur GORIELY a recherché l'attitude de PROUDHON dans le problème des nationalités. Il nous dit que PROUDHON se pose en adversaire de l'unification allemande et de l'unification italienne. Et cela non par respect de paternalisme, mais par haine à l'égard de tout pouvoir centralisé. M. BARTIER nous entretient rapidement de la place tenue par la Belgique dans les écrits de PROUDHON et de l'influence exercée par son exil, exposant ensuite, à travers de nombreuses références et citations, le rôle que la pensée proudhonienne a joué dans notre pays. En abordant les domaines de l'influence de PROUDHON, M. BARTIER nous parle de certains socialistes peu favorables à l'émancipation de la femme, de la méfiance de la presse socialiste aux mouvements nationalistes ainsi qu'aux Etats-Unis, et de la conception que les socialistes belges se feront de la politique intérieure. Il termine en nous disant que ses disciples ont surtout retenu l'aspect critique plutôt que l'aspect positif.

Les débats qui ont suivi les conférences ont été assez animés. Il est certain qu'ici ce résumé, qui n'en est même pas un, ne peut en aucun cas remplacer la lecture de ce volume qui rassemble les textes, les exposés et les interventions, textes qui permettront aux professeurs d'histoire de mieux situer la pensée proudhonienne qui s'insère mal, à la fin du XIXe siècle, dans l'évolution politique, économique et sociale et annonce cependant certaines tendances de notre monde contemporain.

J.D.

FERRO Marc, *Pourquoi février ? pourquoi Octobre ?*, dans *Annales*, t. 23, p. 31-48, Paris, Colin, 1968.

Le succès de la révolution russe de février 1917 fut une surprise. Les revendications des ouvriers sont timides, les paysans apparaissent comme plus revendicatifs. Ils veulent une paix rapide, les paysans pauvres non hostiles à la propriété privée, souhaitent un certain partage, les *koulaks* lorgnent les terres de la couronne. Soldats et marins expriment des vœux modérés. Les allogènes souhaitent une patrie nationale. Les officiers et les bourgeois désirent se substituer au tsar, ils tirent argument de la guerre à poursuivre pour refuser des élections tout en prônant la démocratie. Le gouvernement provisoire et le Comité des Soviets sont paralysés par les exigences contradictoires.

Pour satisfaire les revendications ouvrières, les bourgeois ont besoin d'argent que leur offre les U.S.A. à condition qu'ils poursuivent la guerre. La fermeture des usines accrut le nombre de mécontents, les patrons préfèrent, en effet, saboter leur patrimoine que d'abdiquer leurs privilèges de classe. La masse russe pouvait manifester des sentiments très divers et se montrer inhumaine au nom de l'humanité. Ce fut le cas pour les allogènes notamment.

Après février, les soviets doivent assurer la sauvegarde des conquêtes de la révolution. Ils s'engagent dans une politique de collaboration de classe contre laquelle s'élèvent les bolcheviks : 160 sur 1090 délégués. Les soviets refusant de revendiquer le pouvoir, les bolcheviks se portent candidats et offrent une alternative à la masse désemparée par les progrès de la réaction et de l'anarchie. Partout se manifeste déjà la dictature prolétarienne par des initiatives privées. Le putsch réactionnaire de Kornilov fut décisif. Face aux ministres de Kerenski et à la réaction, les bolcheviks avaient approuvé toutes les initiatives des masses tendant à la désintégration de l'ordre ancien. Ils apparaissent donc comme l'incarnation même de la révolution. Les journées d'octobre apparaissent à la fois comme une opération défensive, pour défendre la révolution contre le gouvernement ou ceux qui menacent son existence, et comme une opération offensive pour que la révolution puisse franchir une nouvelle étape et instituer le

pouvoir des soviets, désormais bolchevisés.

R.V.S.

Georges COGNIOT, *Prométhée s'empare du savoir - La révolution d'Octobre - La culture et l'école*, Préface de F. BILLOUX, Editions Sociales, Paris. 1967, 261 pages, 12 Fr. français.

Ecrit à l'occasion du 50^e anniversaire de la révolution d'octobre, ce livre est non seulement un bilan, mais aussi un livre d'espoir. Georges COGNIOT a approfondi deux des problèmes essentiels qui se posent au moment de l'instauration d'un régime socialiste : celui de la culture et celui de l'éducation.

S'il est relativement aisé, en théorie du moins, de nationaliser des usines ou des banques, dépasser les grands propriétaires, la culture qui nous vient du passé et la pédagogie elle-même sont fortement imprégnées par l'idéologie des classes dominantes. Comment, dans ce qui nous vient des siècles précédents, distinguer ce qui est vraiment un acquis de l'humanité tout entière et ce, comme le dit l'auteur, qui porte l'empreinte, parfois bien camouflée, d'une pensée rétrograde.

Les fondateurs du marxisme scientifique, Georges COGNIOT le rappelle, ont souvent abordé ces questions. L'auteur résume l'esprit et les mots d'ordre de l'époque : « Unir la révolution prolétarienne à la culture bourgeoise, débarrassée de ses aspects réactionnaires et apologistes ; unir l'expérience et la connaissance léguées par le passé à l'énergie et à l'activité novatrice des masses. »

Il est certain que l'instauration d'un enseignement de masse et d'une pédagogie renouée, ne va pas sans difficultés ni tâtonnements. La conception traditionnelle restait forte ; d'autre part, des courants gauchistes, voire anarchiques, se faisaient jour, qui voulaient donner aux élèves une telle liberté qu'une véritable rupture s'établissait entre l'école des enfants et la société où ils devaient vivre.

L'auteur décrit très bien les premières années de la révolution d'octobre, car il l'a vécue de très près. En effet, rappelons que dès 1925 il était l'un des membres les plus actifs de l'Internationale de l'Enseignement qui avait son siège à Paris et à laquelle la fédération pan-russe des tra-

vailleurs de l'enseignement venait de confirmer son adhésion l'année précédente. De 1930 à la seconde guerre mondiale, il assura la charge du secrétariat de cette organisation, ce qui lui permit d'avoir de nombreux contacts avec les militants de tous les pays et notamment avec Kroupskaïa, la compagne de Lénine.

Ce livre nous parle de faits, mais c'est aussi un livre de théorie et un livre de combat. Cinq chapitres nous montrent les premiers développements de l'école soviétique jusqu'en 1928, puis sautant rapidement jusqu'à l'époque actuelle, il explique l'organisation de l'enseignement en U.R.S.S. ; comment on y comprend l'enseignement polytechnique, comment on y combat le surmenage des élèves et la surcharge des classes, comment on y conçoit l'instruction civique ou l'éducation des adultes, comment enfin on y organise l'enseignement supérieur et la recherche.

Il ne cache pas les quelques défauts qui subsistent encore dans un enseignement qui doit s'étendre sur un pays si grand et couvrir les besoins de 240 millions d'habitants répartis en de nombreuses nationalités.

Pour terminer, COGNIOT écrit à la page 211 : « L'école soviétique est profondément optimiste ». Il est certain que ce livre est profondément engagé, mais n'en reste pas moins un témoignage intéressant et documenté sur la grande révolution d'octobre et sur le sujet traité : la culture et l'école en Union Soviétique.

J.D.

DOSSIERS DE L'EUROPE DE L'EST, 2 tomes, Marabout Université Belgique 1968, 594 pages, Dossiers établis en collaboration par Dina DOMS, Marcel CROES, Pierre DEVOS, Robert LAROCHE et Jean-Michel MINON.

Cet ouvrage vise à donner au lecteur une vue d'ensemble afin de comprendre les événements qui se produisent en Europe Orientale. S'il s'agit d'un travail d'équipe, il semble certain que les auteurs, bien qu'ayant travaillé selon un plan identique, sans préjugé ni parti, n'ont pas tous fouillé de la même façon leur participation à l'ouvrage.

Les auteurs ont étudié les populations, les langues, l'économie, les ressources, les réseaux de communication, l'enseignement, la culture et parfois la politique des pays cités.

La partie réservée à la République Démocratique Allemande est faite avec beaucoup de soin et nous donne des détails sur ce pays qui existe, que cela plaise ou non. On sent ici que l'auteur ne s'est pas borné à une simple compilation, mais a recherché la vérité au sein même peut-être de cette République qui a traversé des moments extrêmement difficiles, mais qui maintenant, comme le redit l'auteur, reprenant une lettre à Wilhelm Pieck, premier président de la République Démocratique Allemande, à qui Henrich Mann écrivait : « Les Allemands ont le devoir de songer enfin à leur bonheur ». On commence en R.D.A. à y songer sérieusement.

Le chapitre sur la Pologne est également extrêmement intéressant et donne au lecteur un aperçu de ce qu'est ce peuple si attachant.

Par contre, il nous semble que la partie réservée à la Tchécoslovaquie aurait pu être plus détaillée. Le chapitre consacré à la Hongrie nous semble également assez bref.

Pour la Roumanie, les titres concernant le tourisme et la culture ont été étudiés plus spécialement.

La formation d'une démocratie populaire en Bulgarie nous semble un peu confuse. Les structures politiques et le régime sont mieux expliqués.

Pour la Yougoslavie, il nous semble également que trop peu de pages ont été consacrées à ce pays.

Malgré les remarques précédentes, il est certain que ces deux livres illustrés, parus dans la collection Marabout, permettront à beaucoup de lecteurs de mieux connaître ou peut-être, et c'est cela sans doute le but de l'ouvrage, de mieux comprendre et de s'intéresser à cette Europe de l'Est.

J.D.

Autour d'Ath

WYMANS Gabriel, *Les Archives de l'Etat à Tournai et le pays d'Ath-Lessines, dans les Annales du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région et Musées athois*, XLI, 1964-1966, Namur, 1968, pp. 28-31.

Mr. Gabriel Wymans est premier assistant aux Archives de l'Etat à Tournai. Il dresse l'inventaire des archives de ce dépôt qui concernent « l'histoire des com-

munes des arrondissements administratifs d'Ath et de Soignies appartenant au ressort judiciaire de Tournai » (région d'Ath et de Lessines). L'auteur analyse successivement les fonds organiques et les collections. Il met bien en évidence l'importance ou la portée des documents et signale les localités qu'ils concernent. Cet inventaire est un précieux instrument de travail pour les chercheurs du Hainaut occidental et pour les professeurs d'histoire de cette région.

J.-P. D.

CULLUS Philippe, *Les Institutions hospitalières d'Ath au XVème siècle, dans les Annales du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région et Musées athois*, XLI, 1964-1966, Namur, 1968, pp. 33-92, bibliographie, 3 annexes.

L'auteur souligne dans son introduction que la ville d'Ath, contrairement à sa situation actuelle, occupait une position de choix parmi les « bonnes villes » du comté de Hainaut au XVème siècle et que la vie artisanale et commerciale y était très importante. L'hôtellerie des pauvres était une institution pour pauvres de passage, de même que l'hôpital Saint-Julien. L'hôpital de Brantegnies abritait quatre veuves, il était situé derrière l'église paroissiale de Saint-Martin. L'ancien bailli de Lessines et sergent du Châtelain d'Ath, Maillet Boudant a fondé au début du XVème siècle un béguinage où l'on devait soigner les pauvres femmes malades de la ville. Les béguines, après un conflit avec le magistrat, finirent par se débarrasser de leur rôle hospitalier et donnèrent à leur établissement un caractère davantage religieux (Couvent de Nazareth). Elles adoptèrent en 1464 la règle des chanoinesses de Saint-Augustin. L'hôpital de la Madeleine a été fondé en 1449 par un octroi de Philippe le Bon, à la demande des échevins de la ville. Il s'agissait notamment de combler le vide laissé par l'abandon du rôle hospitalier des religieuses du couvent de Nazareth. Les statuts de l'hôpital s'inspirent de ceux des hôpitaux de Saint-Omer et de Valenciennes. L'administration communale a su garder un rôle essentiel dans la direction de l'hôpital malgré le désir d'indépendance des religieuses. Ce n'est qu'en 1678 que celles-ci ont adopté la règle de saint Augustin. L'hôpital Saint-Jacques, fondé au début du

XVème siècle, était destiné à accueillir les pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle qui passaient par Ath. Cet établissement était géré par la confrérie regroupant les notables régionaux qui avaient accompli le fameux pèlerinage. La léproserie constituée de tout un complexe de logements est établie en dehors des remparts de la ville. C'est l'administration urbaine qui paie aux lépreux les signes distinctifs de leur état ainsi que les frais liés aux épreuves de contrôle ; elle leur fournit le logement. Voilà pourquoi le magistrat dépiste les faux lépreux et expulse ceux qui ne sont pas natifs d'Ath. Le nombre de lépreux était plus important au début du XVème siècle qu'au milieu et à la fin de celui-ci.

L'administration communale semble avoir joué un rôle très important dans la gestion des diverses institutions hospitalières, tout en limitant le plus possible les dépenses publiques consacrées à celles-ci. Par contre, l'église n'a pas occupé une grande place dans les hôpitaux d'Ath. Les notables régionaux (petite noblesse et bourgeois) ont été les fondateurs, les donateurs ou les mambours des diverses institutions hospitalières.

Ce travail complet et sérieux permet de se faire une idée très précise de l'organisation hospitalière d'une ville du comté de Hainaut au XVème siècle.

J.-P. D.

GODFROID-LAURENT Arlette, *Les finances de la ville de Lessines d'après les comptes de sa « massarderie » (1463-1555)*, dans les *Annales du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région et Musées athois*, XLI, 1964-1966, Namur, 1968, pp. 95-218, bibliographie, annexes, 1 carte, 3 photos.

Madame Arlette GODFROID-LAURENT étudie ici les finances de la ville de Lessines de Philippe le Bon à Charles Quint. Elle résume d'abord l'histoire de la ville de Lessines et de sa région (terres de débat disputées entre les comtés de Flandre et de Hainaut), tout en insistant sur les événements qui se déroulent entre 1463 et 1555. Elle analyse l'organisation administrative de la ville ainsi que la

comptabilité communale. Les recettes communales sont constituées principalement des impôts indirects qui frappent la vente et les débits des boissons (maltôtes). Les autres sources de revenus sont les emprunts publics, les rentes perçues sur les biens fonciers, les taxes et revenus divers (inspection des toiles, droit d'étalage, droit de bourgeoisie...), la taille foraine et les revenus ayant trait à l'industrie drapière. La ville a dû majorer ses maltôtes et émettre de nombreux emprunts à la fin du XVème siècle, lors des luttes entre Maximilien d'Autriche et les Flamands et au XVIème siècle lors de la guerre de Charles Quint contre la France. Des années 1463 à 1515, la maltôte fut affermée à des personnalités de la ville (notamment d'anciens ou de futurs échevins) tandis qu'à partir de cette dernière date, la perception en régie a permis d'augmenter les rentrées. Les dépenses communales se répartissent entre les travaux publics (voirie, fortification, maçonnerie), les dons et présents (dépenses souvent excessives), les frais de voyage et de procédure (notamment les conflits économiques avec Ath), les dépenses administratives et les contributions aux aides fournies au souverain (celles-ci écrasantes pour les villes). Lessines a dû, comme toutes les villes de l'époque, recourir à l'emprunt (rentes viagères surtout) pour équilibrer son budget dans les périodes difficiles. Il s'ensuivait le paiement des annuités aux prêteurs. Le bilan financier pour la période de 1463 à 1555 est favorable pour la ville. Ce bon budgetaire est explicable par l'augmentation des maltôtes et par le recours à l'emprunt.

Cette belle étude est illustrée de 5 graphiques qui font percevoir clairement les principales conclusions de l'auteur, de même que les indications chiffrées qui sont rassemblées dans quatre tableaux.

Les professeurs d'histoire trouveront dans ce travail des indications très utiles sur la vie et l'administration urbaines, la situation économique et financière d'une ville hennuyère aux XVème et XVIème siècles ainsi que les conséquences locales de certains événements de politique internationale.

J.-P. D.

DUGNOILLE Jean, *In memoriam Léo Verriest (1881-1964)*, dans *les Annales du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région et Musées athois*, XLI, 1964-1966, Namur, 1968, pp. 5-25, bibliographie.

Outre ses fonctions de professeur d'histoire, notre ami Jean Dugnoille est le successeur de Léo Verriest à la tête du dépôt d'archives de la ville d'Ath. C'est à ce titre qu'il rappelle ici les aspects principaux de la vie du grand historien médiéviste hennuyer et qu'il dresse la bibliographie exhaustive de ses ouvrages et articles consacrés à l'histoire.

La carrière de Léo Verriest ne fut ni uniforme, ni continue. Elle a été marquée par sa grande intégrité intellectuelle. Le grand historien a souffert de plusieurs déceptions qui l'ont amené parfois à abandonner provisoirement ses études historiques. Léo Verriest était né à Tournai. Après un échec à l'examen d'entrée de l'école militaire, il va s'orienter vers la carrière d'archiviste. Il travaillera aux archives de l'Etat à Mons puis aux A.G.R. à Bruxelles. En même temps, il devint licencié en sciences sociales. Il s'adonne aussi au journalisme et est le secrétaire de plusieurs sociétés savantes. Ses premiers ouvrages importants sont publiés : *Le Servage dans le comté de Hainaut* et *Le Régime seigneurial dans le comté*

de Hainaut. Ils lui apportent des distinctions honorifiques et le grade de docteur en histoire. Pendant la guerre, mis en disponibilité aux A.G.R. suite à une réduction de personnel, il entre dans l'enseignement et poursuit sa carrière à l'Université coloniale d'Anvers. A partir de 1923, il interrompt sa carrière scientifique pendant quinze ans (1923-1938) ; il va s'établir près de Paris et s'y adonne au journalisme. C'est au pays d'Ath qu'il reprend son activité d'historien. En 1941, il devient archiviste de la ville d'Ath et à partir de ce moment, il va publier de nombreuses études et articles sur l'histoire de cette ville. Il relance aussi l'activité du Cercle archéologique d'Ath. Toutefois, une nouvelle déception l'amène à abandonner à partir de 1950 ses recherches hennuyères et athoises. Il publie son dernier ouvrage, *Noblesse, chevalerie et lignages* et prépare un travail qu'il ne pourra achever sur les Alleux en Hainaut.

Les professeurs d'histoire s'intéresseront à cet article surtout à cause de l'importante bibliographie qu'il contient (141 titres). Dans celle-ci, ils trouveront des ouvrages ou des articles indispensables à quiconque veut étudier la société et les institutions du comté de Hainaut au Moyen Age ou l'histoire régionale des pays d'Ath et de Tournai.

C. D.